



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N°128 8 OCTOBRE 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

ETHIOPIE :
PREVISIONS DE
CROISSANCE A 8,5
% POUR L'ANNEE
2018/19

BURKINA FASO : LE
PROJET DE LOI DE
FINANCES 2019 A ETE
ADOPTE

MADAGASCAR :
LANCEMENT DU PROJET
AFD SUR LA
GOVERNANCE
URBAINE DU « GRAND
TANA »

SOUDAN : CRISE DE
LIQUIDITE

BURUNDI :
SUSPENSION DES
ACTIVITES DES ONG
ETRANGERES POUR
TROIS MOIS

TCHAD : LANCEMENT
DE LA COMPAGNIE
AERIEUNE TCHADIA
AIRLINES

ANGOLA : REVISION A
LA BAISSSE DES
PERSPECTIVES DE
CROISSANCE
ANGOLAISES POUR
2018

MAURITANIE :
PROGRAMME DE
COOPERATION
TERRITORIAL DE
L'UNION EUROPEENNE
2014-2020

CONGO-BRAZZAVILLE :
DEUX NOUVEAUX
SERVICES PUBLICS
D'AIDE A L'EMPLOI, EN
REMPLACEMENT DE
L'ONEMO



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Régional : 29 entreprises en lice pour le pipeline de gaz Tanzanie – Ouganda

29 multinationales auraient manifesté leur intérêt pour l'étude de faisabilité et la construction du pipeline qui fournira du gaz de la Tanzanie en Ouganda. Les deux pays ont déjà signé un protocole d'accord en août 2018. Le pipeline partira de Dar es Salaam, passera par Tanga et Mwanza avant de traverser la frontière ougandaise. L'Ouganda propose d'utiliser le corridor de l'*East African Crude Oil Pipe* (EACOP) allant de Hoima à Tanga. Selon le ministre ougandais pour les Minéraux, le gaz sera utilisé pour la production d'électricité et l'alimentation des usines de fer et d'acier dans l'ouest du pays. Les réserves de gaz de la Tanzanie sont estimées à 57 billions de pieds cubes. Le coût du projet n'a pas encore été estimé.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : présentation d'un plan de redressement économique par le président Cyril Ramaphosa

Le président Cyril Ramaphosa a présenté, le vendredi 21 septembre, un grand plan de « redressement et de stimulus économique » qui avait, au préalable, été adopté par son gouvernement. Cette annonce intervient dans un contexte économique tendu, en amont de la conférence *Invest in South Africa* (qui devrait se tenir fin octobre 2018) dont l'objectif est de mobiliser 100 Mds USD d'investissement nouveaux. Le plan se compose de mesures réglementaires visant à libérer l'investissement et la croissance dans des secteurs clefs de l'économie sud-africaine (tourisme, mines, numériques), d'une réallocation de 50 Mds ZAR (près de 3 Mds EUR) de ressources du budget 2018 pour cibler des dépenses favorables à la croissance et à l'emploi, de la création d'un fonds pour les infrastructures qui sera progressivement doté pour atteindre 400 Mds ZAR (près de 25 Mds EUR) et d'une augmentation substantielle des engagements de l'*Industrial Development Corporation* (IDC).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : diminution du revenu disponible des ménages au deuxième trimestre 2018

Pour la première fois depuis 2013, le revenu disponible des ménages a diminué. Il s'est réduit de 1 % par rapport au trimestre précédent. Cette détérioration des revenus des ménages est attribuable à l'augmentation des taxes (dont la TVA) et de l'inflation dans un contexte de contraction du PIB. En parallèle, l'endettement des ménages a légèrement augmenté pour atteindre 71,3 % (contre 70,9 % au trimestre précédent), en raison de la demande accrue de prêts hypothécaires notamment.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : révision à la baisse des perspectives de croissance angolaises pour 2018

Le cabinet de conseil *Fitch Solutions* a revu les perspectives de croissance de l'Angola à la baisse, de 2,8 à 1,5 % pour 2018. L'agence se base notamment sur un rapport de l'Agence

Internationale de l'Energie qui pointe la réduction de la production pétrolière angolaise. Pour sa part, le gouvernement a abaissé ses prévisions de croissance de 5 à 2,2 % pour cette année.

✉ quentin.dasilva@dgtresor.gouv.fr

▼ Botswana : progression du PIB de 5,3% au deuxième trimestre 2018

Au deuxième trimestre 2018, le PIB botswanais a progressé de 5,3% par rapport à la même période l'an passé, contre une progression de 4,8% au trimestre précédent. Le secteur du « commerce, hôtels et restaurants » a été le premier contributeur à la croissance (représentant plus de 20% du PIB) avec une augmentation de près de 9%, suivi des secteurs minier et financier (hausse respective de 7 et 6%).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Eswatini : maintien du taux directeur à 6,75%

Le 20 septembre 2018, le comité de politique monétaire de la Banque centrale d'Eswatini a décidé de maintenir le taux directeur inchangé à 6,75%. En août, l'inflation s'est établie à 4,9%, soit le même niveau qu'au mois précédent. Par ailleurs, les prévisions tablent sur une contraction du PIB de 0,4% en 2018, en raison du faible niveau des liquidités et de la baisse des exportations, attribuable en partie au ralentissement de l'économie sud-africaine.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Lesotho : accélération de l'inflation en août

En août, l'inflation lesothane a progressé à 4,7% (par rapport à la même période en 2017), après 4,1% au mois précédent. Les catégories qui ont enregistré des augmentations significatives sont l'alimentation et les boissons non alcoolisées.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : progression du PIB de 3,4% au deuxième trimestre 2018

Au second trimestre 2018, le PIB mozambicain a progressé de 3,4% par rapport à la même période en 2017 – après une augmentation de 3,2% au premier trimestre 2018. Cette augmentation est en grande partie attribuable aux bonnes performances des secteurs agricoles (contribuant à plus de 26% du PIB) et miniers.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : *Fitch* maintient la notation en défaut de paiement

L'agence *Fitch Ratings* a rappelé le 21 septembre que le pays restait en défaut sur plus de 2 Mds USD d'emprunt depuis la révélation de « dettes cachées » en 2016. De fortes incertitudes demeurent quant à une résolution rapide du problème, étant donné les désaccords persistants entre les créanciers et le gouvernement. En ce qui concerne l'évolution des principaux indicateurs macroéconomiques, les perspectives de croissance sont mitigées : de 3,5% cette année (après 3,7% en 2017) à 3,8% en 2020. Par ailleurs, l'agence table sur une inflation de 4,6% en 2018 (contre 15,1% en 2017) puis 6,8% en 2019 et 8% en 2020.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : ralentissement de l'inflation au mois de septembre**

L'inflation a ralenti en Zambie au mois de septembre, passant de 8,1% au mois d'août (par rapport à la même période en 2017) à 7,9%. Cette diminution est en grande partie attribuable à la forte augmentation des prix de l'électricité en septembre 2017 qui avait gonflé le niveau de l'inflation.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Congo-Brazzaville : le FMI en appui à l'élaboration du cadrage macroéconomique

Une équipe d'experts du FMI, venant du Centre régional d'assistance technique pour l'Afrique centrale (AFRITAC), est à Brazzaville du 1^{er} au 12 octobre. Elle a pour objectif de réaliser un diagnostic approfondi du fonctionnement du modèle macro-économique et budgétaire du pays et de formuler les aménagements nécessaires pour le rendre compatible avec les exigences du FMI, avec lequel le pays négocie un programme. Il s'agit de renforcer l'analyse et la prévision macroéconomique et budgétaire des cadres nationaux, de mettre en place un plan d'action 2019-2022 et d'identifier les besoins en compétences au sein du ministère des Finances, en pleine préparation de la loi de finances 2019.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : le projet de loi de finances 2019 a été adopté

Les prévisions de recettes s'établissent à 2 237,4 Mds FCFA (3 411 M EUR) soit une hausse +18,7 % par rapport à 2018. Les prévisions de dépenses ressortent à 2 503,6 Mds FCFA (3 816,4 M EUR), soit une augmentation de +12,5%. Le solde budgétaire global est négatif à 266 Mds FCFA (406 M EUR), un déficit budgétaire qui équivaut à environ 3,1% du PIB permettant ainsi au pays de respecter le critère de convergence de l'UEMOA de 3%. Pour mobiliser les recettes, l'Etat compte notamment relever le taux de pression fiscale à 20,2% en 2019, réformer l'imposition des petites et microentreprises et améliorer le recouvrement de l'impôt foncier et local.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : les flux d'IDE vers le Ghana auraient atteint 9,1 Mds USD en 2017

Selon le FDI Market Magazine du *Financial Times*, les flux d'IDE vers le Ghana se seraient élevés à 9,1 Mds USD en 2017. 7,9 Mds USD, soit 87% de ce montant, seraient liés aux investissements de la compagnie pétrolière italienne ENI, qui assure l'exploitation des champs gaziers de Sankofa-Gye-Nyame dans un consortium également composé de Vitol et de l'entreprise publique Ghana National Petroleum Company (GNPC). La même année, 28 autres projets d'IDE se seraient réalisés dans le pays pour un montant moyen avoisinant 42 M USD. Ces investissements auraient contribué à créer près de 6000 emplois.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : le gouvernement engage McKinsey pour améliorer la collecte fiscale

L'entreprise de conseil doit venir appuyer les agents de la *Ghana Revenue Authority* (GRA) dans leurs missions. Les revenus collectés au 1^{er} semestre 2018 seraient inférieurs de 1,8 Md GHC (367 M USD) à la cible prévue, à cause notamment d'une moindre performance des taxes portuaires. Le taux de mobilisation fiscale au Ghana (16,7% du PIB en 2017 selon le FMI) demeure toujours inférieur à la moyenne régionale (17%). Depuis 2015, cette situation a contraint l'Etat à baisser ses dépenses afin de contenir le déficit public. Ce constat de sous-performance des revenus devrait encore être accentué par la révision du PIB, suite à un changement d'année de base de calcul prévue d'ici la fin de l'année.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigeria : la Banque centrale maintien sa politique monétaire inchangée

A l'issue du comité de politique monétaire du 25 septembre, le Gouverneur de la Banque centrale a annoncé le prolongement de la politique monétaire actuelle, inchangée depuis juillet 2016. Ainsi, le taux directeur reste fixé à 14%, les réserves obligatoires des banques à 22,5%, le ratio de liquidité à 30% et enfin, le corridor autour du taux directeur à +200/-500 pdb. Cette décision a été prise malgré la baisse observée des réserves de change qui ont atteint 44 Mds USD le 20 septembre contre 47 Mds USD fin juillet, la Banque centrale anticipant une stabilisation des réserves sur le dernier trimestre 2018 grâce au maintien des prix du pétrole et à une hausse de la production qui devrait atteindre 2,3 M b/j.

✉ william.levasseur@dgtresor.gouv.fr

▼ Burundi : suspension des activités des ONG étrangères pour trois mois

Les autorités du Burundi ont décidé de suspendre pour trois mois les activités des organisations non gouvernementales (ONG) étrangères dans le pays, à partir du 1^{er} octobre 2018, conditionnant leur « redémarrage » à leur mise en œuvre d'une nouvelle loi contrôlant strictement leurs opérations. Promulgué en janvier 2017, ce texte prévoit notamment un strict contrôle de leurs finances, des frais administratifs et des quotas ethniques (l'emploi de 60% de Hutu et de 40% de Tutsi, quotas déjà respectés dans l'administration). Cette annonce pourrait pousser les ONG internationales à mettre un terme à leurs activités et mettre ainsi à mal le décaissement de l'aide de l'Union européenne (UE) dont l'essentiel transite par des ONG étrangères.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : prévisions de croissance à 8,5% pour l'année 2018/19

Le FMI a présenté les conclusions de sa consultation annuelle au titre de l'Article IV qui s'est déroulée du 10 au 26 septembre à Addis Abeba. Il prévoit notamment un rebond de la croissance éthiopienne : cette dernière s'élèverait à 8,5% pour l'année fiscale 2018/19 contre 7,5% l'année précédente. Le FMI a également revu de 0,2 point à la hausse ses prévisions de croissance par rapport à 2017. Malgré ces bonnes perspectives de croissance, le Fonds souligne la fragilité de la situation macroéconomique imputable au risque élevé de surendettement, aux forts déficits courant (-6,4% du PIB en 2017/18) et budgétaire (-3,7% du PIB en 2017/18), du très faible niveau des réserves (2,8 Mds USD fin 2017/18, soit 1,6 mois d'importations) et de la surévaluation de 15% du Birr. Le projet d'ouverture partielle d'entreprises publiques aux capitaux privés – très attendu par le FMI – pourrait faire l'objet d'avancées après le congrès du parti prévu début octobre.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : hausse de la croissance au second trimestre 2018

Selon les statistiques nationales, la croissance au second trimestre 2018 s'est établie à 6,3% contre 4,7% au second trimestre 2017. Il s'agit de la plus forte croissance trimestrielle depuis 5 ans. Ceci s'explique par les bonnes performances du secteur agricole et des services. Le secteur agricole, grâce aux bonnes conditions climatiques, enregistre en effet une croissance de 5,6% au T2 2018 contre 0,8% au T2 2017. Les services sont pour leur part stimulés principalement par l'hébergement et la restauration, secteur qui enregistre la meilleure croissance, à savoir 15,7%, suivi par le secteur des TIC dont la croissance s'est établie à 12,6% sur le trimestre.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : hausse de l'inflation en septembre

En glissement annuel, l'inflation au mois de septembre s'est établie à 5,7% contre 4,0% au mois d'août. La hausse du coût de la vie frappe en premier lieu les ménages les plus démunis. En effet, elle est portée par la hausse du coût de l'électricité (+ 19,9% entre septembre 2017 et septembre 2018) ainsi que par la hausse des prix du carburant, imputable notamment à la mise en place de la TVA à 16% sur les carburants au mois de septembre. Le prix de l'essence a ainsi augmenté de 18,5% par rapport au mois de septembre 2017, le kérosène de 67,7% et le gasoil de 24,1%.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : maintien du taux directeur de la banque centrale à 5,5 %

La Banque Nationale du Rwanda (BNR) a maintenu son taux directeur à 5,5%. Cette décision s'appuie, selon elle, sur la nécessité de stimuler le crédit au secteur privé. La croissance au secteur privé sur les huit premiers mois de l'année 2018 s'est établie à 7,0% contre 7,2% sur la même période l'année précédente. Ces résultats demeurent bien en-deçà des objectifs du gouvernement rwandais qui vise un taux de croissance du crédit au secteur privé de 15,0% par an. Le maintien d'un taux directeur bas est rendu possible par une inflation contrôlée qui devrait se maintenir en-deçà de 5% d'ici la fin de l'année.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ Soudan : forte dégradation de l'économie en 2018 selon les prévisions de *The Economist Intelligence Unit*

Selon *The Economist Intelligence Unit*, de nombreux indicateurs économiques sont en forte dégradation. Cet organisme prévoit en effet que (I) la croissance, établie à 4,1% en 2017, atteindrait seulement 1,1% cette année, (II) l'inflation, établie à 32% en 2017, s'élèverait pour sa part à 52% en 2018 et (III) le déficit du solde du compte courant augmenterait pour sa part fortement, passant de 4% du PIB en 2017 à 10% en 2018. Ces prévisions devront être confrontées avec celles du FMI, qui devrait conduire une mission consultative au titre de l'article IV d'ici la fin de l'année.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : crise de liquidité

L'Union des Banques au Soudan (UBS) tient la banque centrale pour responsable de la forte crise de liquidité qui sévit au Soudan depuis plus de six mois. Selon elle, près de 90% des liquidités ont été retirées du marché. Le premier ministre a quant à lui mentionné que de nouveaux billets de banque, de 100 et 200 livres soudanaises, devraient être disponibles d'ici le 15 octobre, alors que la plus forte dénomination actuelle est de 50 livres, soit 1 euro au taux du marché.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Côte d'Ivoire : création d'une agence de lutte contre l'orpaillage clandestin

Le ministre des Mines et de la Géologie, Jean-Claude Kouassi, a annoncé la création d'une « brigade pour la répression des infractions du code minier ». En 2016, environ 22 tonnes d'or ont été illicitement exportées à partir de la Côte d'Ivoire (contre 25 tonnes produites officiellement en 2016). Le code minier de 2014 fixe à 0,5% du chiffre d'affaire annuel de la compagnie minière, la contribution pour le financement des projets sociaux au profit de la population riveraine du périmètre d'exploitation.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : acquisition de 12 hélicoptères américains

Cette acquisition est partie intégrante d'un accord conclu en mai 2017, accord dont le montant s'élevait à 253 M USD. Ce dernier comprenait notamment 12 hélicoptères MD 530 F Cayuse Warrior dont six devraient ainsi être livrés entre avril et août 2019. L'armée kényane a justifié cet achat, qui intervient dans une période d'austérité budgétaire, par la nécessité de soutenir l'AMISOM et de combattre les bases somaliennes d'Al-Shabaab. Ainsi, le budget de la sécurité nationale, établi à 1,3 Md USD en 2017, devrait poursuivre sa tendance haussière.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : accord entre le FIVMPAMA et la Cité des Dirigeants de la Réunion

Le groupement du patronat malgache représentant les PME ou FIVMPAMA a signé le 27 septembre un accord portant sur son entrée au capital de la Cité des Dirigeants de la Réunion, en présence de l'Ambassadeur de France et du Chef du Service économique pour Madagascar et l'Union des Comores. L'acquisition d'une action symbolique permettra au FIVMPAMA de participer aux prises de décision de la Cité des Dirigeants en matière de formation des dirigeants du secteur public et privé au sein du Centre de Perfectionnement aux affaires (CPA). Cette signature fait suite à une convention de partenariat de septembre 2017 ayant permis la création d'une antenne du FIVMPAMA à la Réunion.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : ouverture d'un premier magasin Carrefour en Ouganda

Le groupe Carrefour devrait ouvrir à Kampala sa première surface commerciale en janvier 2019. L'enseigne exploitera son magasin dans le centre commercial Mall Oasis, le même bâtiment qui abritait autrefois la grande surface du kényan Nakumatt, aujourd'hui en grande difficulté financière. L'entreprise devrait dans un premier temps exploiter un seul magasin avant de s'étendre à d'autres centres commerciaux. L'Ouganda devient ainsi le 8ème pays africain dans lequel l'enseigne d'hypermarchés française est présente.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : introduction d'une taxe sur la sécurité des passagers aériens

Selon le gouvernement, cette taxe, qui est entrée en vigueur le 1er octobre, vise à renforcer le développement des infrastructures aéroportuaires et à stabiliser et renforcer la sécurité des aéroports. Le directeur général des autorités aéroportuaires de la Tanzanie (TAA), Richard Mayongela, a déclaré que les voyageurs étrangers embarquant dans des avions dans les

principaux aéroports du pays paieraient 5 USD, tandis que ceux des vols intérieurs en paieraient 2 USD. M. Sirili Akko, directeur général de la Tanzania Association of Tour Operators a déclaré que cette taxe allait à l'encontre de l'objectif du gouvernement d'augmenter le nombre de touristes. Le tourisme est la principale source de devises de la Tanzanie (2 M USD en 2017).

 philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Cameroun : Yahsat s'installe au Cameroun en prévision de la Coupe d'Afrique des nations de football 2019

L'opérateur émirati d'internet haut débit via satellite va s'installer au Cameroun en début 2019 pour permettre une transmission de la CAN 2019. Yahsat travaillera en collaboration avec les entreprises Ringo, Swecom et Tech'Tropa, déjà installées au Cameroun. Elle permettra à ses utilisateurs de bénéficier d'une connexion ultra rapide de 25 méga bits par seconde.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : programme de coopération territoriale de l'Union Européenne 2014-2020

Doté d'un montant de 63 M EUR, il s'agit du 2^{ème} appel à projets du programme Interreg Mac de l'Union européenne. Les objectifs sont : I) la promotion de la recherche et de l'innovation, II) l'amélioration de la compétitivité des entreprises, III) la promotion de l'adaptation aux changements climatiques, IV) la conservation et la protection de l'environnement, enfin, V) l'amélioration de la capacité institutionnelle et de l'efficacité de l'administration publique. Lors du 1^{er} appel, la Mauritanie, qui avait bénéficié du même montant, avait pu réaliser 18 projets couvrant plusieurs domaines de développement, dont la promotion de la recherche scientifique, l'amélioration de la compétitivité des entreprises.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : une obligation souveraine à 100 ans bientôt émise par le Ghana ?

Selon le ministre des Finances Ken Ofori Atta, le gouvernement se préparerait à émettre une obligation de 5 à 10 Mds USD d'une maturité de 100 ans, qu'il souhaiterait intégrer au budget de l'année 2019. Celle-ci constituerait la 1^{ère} tranche d'une obligation de 50 Mds USD, dont l'émission avait été annoncée par le Président Nana Akufo Addo lors du sommet du FOCAC en Chine. Une telle émission pourrait remettre en cause les efforts entrepris jusqu'à présent pour renforcer la soutenabilité de l'endettement du pays, et serait incompatible avec le contexte actuel de maîtrise des dépenses publiques. Pour rappel, la dette publique ghanéenne atteignait 71,8% du PIB en 2017 et son service représentait 43% du budget de l'Etat.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Liberia : démarrage de la 2^{ème} phase du Programme d'aménagement de routes et de facilitation du transport au sein de l'Union du fleuve Mano

Autorisée par la Banque africaine de développement (BAfD), cette 2^{ème} phase prévoit le bitumage de 67 km de portions de routes, entre Fish Town et Kelipo (20 km) au sud du Liberia, et entre Sanniquellie et Loquatuo (47 km) au centre du pays. Elle prévoit également la construction d'un poste de contrôle conjoint et d'un pont reliant la Côte d'Ivoire et le Liberia. Le coût du projet, estimé à 88 M USD, est financé à 80% par la BAfD. Pour rappel, la 1^{ère} phase de ce programme lancé en 2014 avait conduit à l'aménagement de 280 km de routes (dont 140 km en Côte d'Ivoire, 40 km en Guinée et 96 km au Liberia).

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigeria : mise en service commerciale du réseau de train léger d'Abuja

La fréquence de ces trains reliant l'aéroport au centre-ville est pour le moment de deux fois par jour. Le prix du billet est fixé à 1 000 NGN (2,5 EUR) par adulte. Cette ligne avait été inaugurée en juillet dernier par le président Muhammadu Buhari et faisait partie de la phase I du projet, comprenant 2 lignes et 12 stations, installées sur 45 km, réalisé par la China Civil Engineering Construction Corporation (CCECC). Ce projet, d'un coût total de 824 M USD, a été financé pour 60% par des fonds de la banque chinoise EXIM Bank et pour 40% par la capitale fédérale du Nigeria. La phase II de ce réseau, également construite par la CCECC pour un montant total de 1,79 Md USD comprendra 292 km de voies et 6 lignes.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigeria : nouveaux financements multilatéraux en faveur des zones rurales

La Banque mondiale a approuvé un don de 60 M USD pour la mise en œuvre de projets ruraux et commerciaux dans l'État d'Ogun. Ce financement est opéré dans le cadre du Projet de développement rural et de commercialisation agricole au Nigeria, mené conjointement avec l'État d'Ogun, qui apporte 2 M USD de financement de contrepartie. Par ailleurs, la Banque africaine de développement (BAfD) a approuvé une ligne de crédit de 50 M USD à la banque nigérienne Sterling Bank Plc afin de soutenir les PME. Ce projet vise à améliorer la qualité de vie des populations rurales nigérianes en appuyant des projets dans les domaines des soins de santé, de l'éducation, des énergies renouvelables et de l'agriculture.

✉ barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : lancement du projet AFD sur la gouvernance urbaine du « Grand Tana »

Le directeur de la stratégie « 3 Océans » de l'Agence Française de Développement, l'Ambassadeur de France et la Ministre des Finances et du Budget ont signé le 25 septembre une première convention de financement de 2 M EUR dans le cadre du projet de Gouvernance Urbaine du Grand Antananarivo (GUGA, financé par une subvention AFD de 5 M EUR). Ce projet de maîtrise du développement urbain de la capitale et de 27 communes environnantes prévoit un renforcement de l'ingénierie urbaine des communes via un appui à l'Institut National de la Décentralisation et du Développement Local (2 M EUR), ainsi qu'un appui à la création de la future Agence d'Urbanisme pour le Grand Antananarivo, attendue dans les prochains mois (3 M EUR).

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Rwanda : octroi d'une garantie de portefeuille de 20 M USD à la Banque Rwandaise de Développement pour le financement de projets d'énergie renouvelable

L'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (SIDA) a octroyé à la Banque Rwandaise de Développement (BRD) une garantie de portefeuille d'un montant de 20 M USD visant à soutenir les projets d'énergie renouvelable. L'accord de garantie s'étend sur huit ans. Selon la BRD, l'objectif de la garantie est de faciliter l'accès au financement pour les acteurs privés actifs dans le développement des solutions d'énergie renouvelable et abordable. Le financement est aussi destiné aux utilisateurs finaux de solutions d'énergie renouvelable, aussi bien les micros, petites et moyennes entreprises que les ménages.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : octroi de 99 M USD de subventions pour financer les efforts de développement**

Le gouvernement rwandais a signé trois accords de financement distincts avec le Japon, l'Allemagne et la Banque mondiale pour financer certaines de ses initiatives de développement. Les financements totaux octroyés, sous forme de subventions, s'élèvent à 99 M USD. Ils devraient servir à financer l'agriculture, les infrastructures, la décentralisation, l'enseignement et la formation technique et professionnelle (EFTP), la gestion des finances publiques et la croissance verte.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Rwanda : prêt de 266 M USD de la BAfD pour améliorer l'électrification**

La BAfD vient d'allouer un financement de 266 M USD au Rwanda afin de soutenir ses efforts en vue de l'amélioration et de l'extension de l'accès à l'électricité. Les fonds seront utilisés dans le cadre de la phase 2 du « *Scaling Up Electricity Access Program* » (*SEAP II*). Ils faciliteront la mise en œuvre du plan stratégique élaboré pour le secteur électrique, en particulier la construction de 795 km de lignes moyenne tension et 7 317 km de lignes basse tension. L'enveloppe financière accordée se répartie entre un prêt de 192 M USD, octroyé sur fonds propres par la BAfD et un prêt de 74 M USD concédé par le Fonds Africain de Développement.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Angola : le président João Lourenço a annoncé le lancement de différents appels d'offres dans le secteur des transports**

Il a notamment évoqué la construction et la gestion du port de Barra do Dende (60 km au nord de Luanda), la gestion et l'opération du nouvel aéroport de Luanda (ouverture repoussée à 2020), ainsi que la concession des chemins de fer angolais, notamment pour le corridor de Lobito (Sud).

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Ghana : le Ghana Cocoa Board (COCOBOD) obtient un prêt de 1,3 Md EUR pour financer ses nouveaux achats de fèves

Le COCOBOD, l'entreprise publique de régulation du secteur, a obtenu un prêt de 1,3 Md USD (maturité de 12 mois au taux Libor + 0,625%) auprès d'un consortium de 21 banques – dont la Société Générale - afin de financer la campagne de récolte 2018/2019. En parallèle, le COCOBOD solliciterait également un prêt de 300 M USD pour financer divers programmes afin de renforcer la productivité du secteur. Son objectif de production serait similaire à l'an passé, soit 900 000 tonnes. A noter, le prix d'achat aux planteurs sera pour la première fois annoncé conjointement en octobre par le Ghana et la Côte d'Ivoire, conformément aux engagements pris par les deux Présidents en mars 2018.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Cameroun : la BPCE affirme être en négociation exclusive avec le groupe marocain BCP pour le rachat des parts françaises de la BICEC

Le groupe bancaire français Banque populaire Caisse d'épargne (BPCE) a annoncé le 24 septembre 2018 à Paris avoir retenu l'offre ferme faite par le groupe marocain Banque centrale populaire (BCP) en vue du rachat de la Banque internationale du Cameroun pour l'épargne et le crédit (BICEC). L'offre de la BCP porte sur la reprise de la totalité des 68,5% des actifs appartenant à BPCE dans le capital social de la BICEC. La BPCE avait annoncé au cours de l'année 2018 sa volonté de se retirer du continent africain. Le groupe désirait alors vendre ses actifs à un partenaire connaissant bien l'Afrique et ayant un projet de développement africain.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : la compagnie ferroviaire Camrail, filiale du groupe français Bolloré, reconnue coupable suite à l'accident d'Eseka

Le transporteur ferroviaire Camrail a été reconnu coupable par le tribunal de première instance d'Eséka «d'homicide, blessures involontaires et activités dangereuses » dans le cadre de l'accident ferroviaire, qui avait fait 79 morts et près de 600 blessés, le 21 octobre 2016. Camrail a été condamnée à payer 50 M FCFA d'indemnisations aux victimes. Elle conteste néanmoins cette décision de justice et dénonce dans un communiqué, l'absence de toute expertise qualifiée et compétente, qui devait permettre d'établir de manière objective les véritables causes de l'accident, et de les circonscrire définitivement afin de sécuriser davantage le chemin de fer camerounais.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : lancement d'un appel d'offres pour la fourniture de carburant**

L'entreprise publique Ethiopian Petroleum Supply Enterprise (EPSE), spécialisée dans la fourniture de produits pétroliers, a récemment lancé un appel d'offre pour s'approvisionner en carburant en 2019 à hauteur de 1,35 million de tonnes de gazole, de 240 000 tonnes de kérosène et de 350 000 tonnes d'essence. Le contrat, pour lequel la date limite de soumission des offres a été fixée au 31 octobre 2018, ne couvrirait ainsi que la moitié des besoins de l'EPSE, le reste étant fourni par les compagnies pétrolières nationales Kuwait National Petroleum Corporation et Sudan National Petroleum Corporation. La normalisation des relations éthio-érythréennes devrait par ailleurs permettre d'importer une partie du carburant via le port d'Assab.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : connexion au réseau de la ferme éolienne de Turkana**

La ferme éolienne de Turkana (300 MW) a enfin été mise en service avec près d'un an et demi de retard. La centrale, achevée depuis mars 2017, était jusque-là en attente de raccordement suite à la faillite de l'entreprise espagnole initialement en charge de la construction de la ligne de transport haute tension Loiyangalani-Suswa (400kV) nécessaire pour la relier au réseau national. En février 2018, la construction de la ligne a été attribuée par le gouvernement à un consortium chinois, avec pour objectif de terminer les travaux avant la fin du mois d'août. Le gouvernement a donc réussi son pari, et l'électricité générée devrait contribuer à faire baisser le coût de l'électricité pour le consommateur final en réduisant le recours à des capacités diesel.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : signature de concessions pétrolières avec Petronas**

Le ministère du Pétrole et la société malaisienne Petronas ont signé le 30 septembre un accord d'étude et d'évaluation pour les concessions 13 et 15 le long de la Mer Rouge. Ces concessions couvrent les deux tiers de la côte soudanaise, à partir de la frontière avec l'Erythrée, et sont à la fois terrestres et en mer. La concession 15 va de l'Erythrée au nord de Port Soudan, la 13 la jouxte au nord.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : lancement de la centrale de Kinyerezi II**

La centrale à cycle combiné Kinyerezi II sera lancée au mois d'octobre. La capacité du réseau électrique national tanzanien augmentera de 240MW. La mise en place de la centrale aura coûté 432 M USD avec une participation du gouvernement tanzanien à hauteur de 15%. Le solde a été fourni par la Banque japonaise de coopération internationale ; le japonais *Sumitomo Mitsui Corporation* a obtenu la construction de l'infrastructure. L'infrastructure nécessitera 36 millions de pieds cubes de gaz par jour pour fonctionner. La Tanzanie a actuellement une puissance électrique de 1513 MW dont 782 MW issus de centrales à gaz.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : en soutien à l'accord de Paris sur le climat, la Standard Bank ne financera plus de nouvelles centrales à charbon**

Cette décision laisse planer le doute quant au maintien de la participation de la banque dans la construction des centrales à charbon Thabametsi et Khanyisa dans le Limpopo. Ces deux projets, prévus dans le projet d'IRP révélé en août, correspondent à des projets de producteurs indépendants d'énergie attribués en octobre 2016. Les négociations vont se poursuivre entre la

banque et les développeurs, sachant que le risque est que cette décision soit suivie par d'autres banques.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Services

▼ Congo-Brazzaville : deux nouveaux services publics d'aide à l'emploi, en remplacement de l'ONEMO

Le ministère congolais de l'Enseignement technique et professionnel, de la formation qualifiante et de l'emploi s'est adjoint les services d'Expertise France et de Pôle Emploi pour réaliser une étude dans le cadre du programme de réforme des services publics congolais d'aide à l'emploi. L'étude recommande la fermeture de l'Office national de l'emploi et de la main-d'œuvre (ONEMO) en raison de l'inefficacité de sa mission d'information et de régulation du marché de l'emploi. En remplacement de l'ONEMO, l'État congolais a approuvé la création d'une Agence congolaise pour l'emploi et d'un Fonds national d'appui à l'emploi et l'apprentissage dont le rôle sera d'encadrer et de financer les porteurs de projets.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : lancement de la compagnie aérienne Tchadia Airlines

Le premier vol de la nouvelle compagnie Tchadia Airlines, dont l'Etat détient 51% du capital, contre 49% pour Ethiopian Airlines, aura lieu le lundi 1^{er} octobre. C'est la troisième fois que le Tchad tente de développer une compagnie aérienne, après Air Tchad et Toumaï Air Tchad. Cette fois, le pays pourra s'appuyer sur le savoir-faire de la compagnie Ethiopian Airlines, le premier transporteur aérien africain, avec 10,6 millions de passagers transportés en 2017 et une flotte de 77 appareils.

✉ couleaudc@afd.frn

▼ Nigeria : 2,6 Mds USD pour le sauvetage de Skye Bank par la Banque centrale (CBN)

L'apport de liquidités de la CBN et le remplacement du président du C.A. en 2016 n'auront pas suffi à pallier les problèmes de liquidité connus depuis 2014. Skye Bank s'est vue retirer sa licence bancaire par la CBN, qui l'a placée sous contrôle de l'Asset Management Corporation of Nigeria (AMCON), la structure publique de défaillance. Pour des raisons légales, le nom de la banque a été changé en Polaris Bank, afin de permettre la recapitalisation du bilan à hauteur de 2,6 Mds USD et la purge des actifs risqués. L'objectif est de permettre une reprise prochaine de l'établissement par des investisseurs privés. A noter, les 6 premières banques nigérianes (sur un total de 23) concentrent 60% des actifs.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Sierra Leone : KLM va interrompre ses vols vers le Libéria et la Sierra Leone

KLM Royal Dutch Airlines a annoncé qu'elle mettra fin à son service vers Monrovia (Libéria) et Freetown (Sierra Leone) en mars 2019. Cette décision intervient moins de deux ans après la reprise des vols vers les deux pays. La compagnie aérienne invoque des contraintes logistiques à l'aéroport Schiphol d'Amsterdam comme principale raison de cette cessation de service. La compagnie aérienne a toutefois déclaré que le vol d'Air France (membre du même groupe que KLM) continuera à exploiter son service direct vers Freetown depuis l'aéroport Paris-CDG.

Selon les médias locaux, le faible nombre de passagers internationaux qui arrivent en Sierra Leone ne permet pas à la ligne d'être rentable pour la compagnie aérienne.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : accord pour un port sec en Zambie**

L'autorité des chemins de fer Tanzanie-Zambie (TAZARA) et le groupe du corridor Dar es-Salaam (DCG) ont conclu un accord de partenariat afin de développer un port à sec à l'extrémité du terminal de TAZARA à Kapiri Mposhi en Zambie. Selon Bruno Ching'andu, directeur général de TAZARA, le DCG devrait commencer à construire le port sec sur un modèle de partenariat public-privé (PPP) Build-Lease-Transfer (BLT). Il doit s'emparer du terrain de quatre hectares, construire le port sec, l'exploiter en location pendant 25 ans et, par la suite, transférer tous les biens immobiliers à TAZARA. Le président-directeur général de DCG, Jesper Sorensen, a déclaré que l'exploitant du port sec était censé promouvoir les chemins de fer en tant que principal mode de transport dans la chaîne logistique.

✉ philippe.galli@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : un nouveau plan de lutte contre la tuberculose annoncé par le président Ramaphosa**

Ce programme vise à l'anéantissement de la tuberculose (TB) d'ici 2030 et comporte trois axes principaux : l'amélioration du système de santé, l'accès à des traitements plus abordables et l'accélération des investissements dans la recherche et l'innovation. L'Afrique du Sud a également prévu d'intensifier son engagement dans plusieurs groupes de recherche (BRICS TB Research Network, Stop TB partnership). Enfin, l'implémentation d'une couverture médicale universelle (NHI) est avancée comme une solution à la lutte contre la TB, permettant de limiter les déterminants sociaux inhérents à la maladie. Notons que la TB est la 1^{ière} cause de mortalité dans le pays, avec 322 000 nouvelles infections en 2017.

✉ mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Congo-Brazzaville : Egis Road Operation attributaire avec le chinois CSCEC de la DSP des routes nationales 1 et 2

L'Etat congolais avait officiellement attribué la concession de la RN1 et RN2 au consortium sino-français CSCEC / EGIS le 2 septembre 2018 en marge du 7^{ième} Forum sur la coopération sino-africaine, au travers de la signature d'un protocole d'accord qui faisait partie des protocoles signés (OA n°125). Le souhait de l'Etat congolais, qui encaissera 15% des péages, est maintenant de concrétiser la délégation de services publics (DSP), avec un démarrage des opérations début 2019. Les deux opérateurs économiques ont donc jusqu'à la fin de l'année pour négocier la convention d'établissement avec l'Etat et signer la DSP.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ CEMAC : la commission de la CEMAC œuvre pour le retour de son siège à Bangui

La persistance de l'insécurité en République centrafricaine avait poussé la commission de la CEMAC à redéployer ses services à Malabo en Guinée équatoriale. Un projet de réhabilitation du patrimoine de l'institution à Bangui est en cours et devrait permettre un retour de ses équipes en RCA.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : remaniement au ministère des Finances et du Budget

Allali Mahamat Abakar, anciennement Secrétaire d'Etat aux Finances et au Budget, a remplacé Issa Mahamat Abdelmamout comme Ministre des Finances et du Budget du Tchad, par le décret n°1604 en date du 20 novembre 2018. Il est remplacé à son poste de secrétaire d'Etat par Ahmed Alkhoudar Ali Fadel qui, après avoir passé la majeure partie de sa carrière à la Société tchadienne d'eau et d'électricité, était récemment directeur du Fonds national d'appui à la formation professionnelle.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Côte d'Ivoire : édition 2019 du forum de l'*African Growth Opportunities Act* (AGOA)

La Côte d'Ivoire organise à New York du 24 septembre au 1^{er} novembre une exposition de produits *made in Africa* dénommée « *Expo AGOA Trade Fair* ». L'AGOA est un dispositif préférentiel pour favoriser l'entrée sur le territoire américain de près de 7 000 produits africains. La Côte d'Ivoire est redevenue éligible à ce mécanisme en 2013. L'exposition permet la promotion pour une dizaine de pays africains de leurs produits, en préparation du 18^{ième} Forum de l'AGOA qui se tiendra à Abidjan en juillet 2019.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 7e édition de la CGECI Academy

L'édition 2018 de la Confédération générale des grandes entreprises (CGECI) Academy, s'est déroulée du 25 au 26 septembre à Abidjan autour de la thématique : « Cap sur l'industrialisation, un défi pour tous ». Plus de 5 000 participants et plus 600 entreprises de 10 pays différents étaient attendus pour des conférences et des rencontres professionnelles. Depuis 2012, le forum rassemble également environ 3 000 jeunes entrepreneurs chaque année. L'Afrique du Sud était le pays invité d'honneur en 2018.

✉ julie.bompas@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

